

MONGONGO

Bimensuel | 15 septembre 2010

N°25

450 FC

De plus en plus de femmes au foyer retournent aux études

De plus en plus de femmes d'un âge avancé reprennent des études professionnelles ou universitaires, courageusement et sans honte, après des années passées au foyer ou dans de petits emplois. Elles sont soucieuses de contribuer au développement de leur pays et d'améliorer les revenus de leur famille.

Après dix, vingt ans, voire plus passés à travailler dans un service sans promotion ou à rester au foyer, attendant le maigre salaire du mari qui ne suffit pas toujours à joindre les deux bouts du mois, des Boyomaises se remettent aux études. Elles veulent trouver un emploi, ou passer à un échelon supérieur pour celles qui en ont déjà un, et ainsi subvenir aux besoins de la famille. Aujourd'hui, c'est devenu courant et des femmes d'une cinquantaine d'années n'ont plus honte d'étudier aux côtés de jeunes étudiants ou même d'élèves.

A 52 ans Marie-Jeanne Molondawezegi, secrétaire à la banque La cruche qui a travaillé pendant 23 ans à la Nouvelle Banque de Kinshasa, est actuellement étudiante en deuxième graduat à l'Institut Supérieur de Commerce (ISC). Trente ans après avoir raté son diplôme d'Etat, elle a obtenu son baccalauréat. «La connaissance du français et la faculté de vite comprendre ont concouru à ma réussite. Jamais je n'ai tenu compte des ragots qui se disaient autour de moi, explique-t-elle. Je terminerai les deux cycles pour donner le meilleur de moi-même dans mon travail et mieux gagner ma vie.»

S'épanouir

Certaines d'entre elles souhaitent aussi se venger des multiples infidélités de leurs conjoints sous prétexte qu'elles ont un bagage intellectuel très bas et ne contribuent guère au budget de la famille. D'autres étudient pour être en phase avec le rang social de leur mari, pour l'honneur ou pour suivre ce que font d'autres. Mais pour la majorité des femmes, l'objectif est de contribuer au développement de la société et de leur famille et de s'épanouir.

Le pourcentage des filles inscrites à l'université ne cesse ainsi de croître, jeunes et plus âgées confondues, elles représentaient 22% des étudiants en 2008 et sont estimées à 31% cette année. Les responsables des différents centres de formation professionnelle et d'autodidacties (centre qui permet aux personnes ayant dépassées l'âge scolaire de présenter les examens d'Etat) constatent la même évolution.

La plupart de celles qui passent le Baccalauréat choisissent la Pédagogie générale, plus facile. D'autres, qui ne le passent pas, font l'Institut des techniques médicales (ITM) pendant 4 ans puis l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) afin de devenir infirmières. Les Femmes chrétiennes catholiques (FCC) essaient d'attirer aux études celles qui en sont capables et apprennent à d'autres la cuisine, au tissage et tricotage. Elles ont



même créé quatre écoles d'alphabétisation. Aujourd'hui, grâce aux diplômes obtenus, certaines femmes occupent des postes intéressants et plusieurs sont cadres dans les entreprises publiques et privées.

Courage et compétence avant tout

Afin d'en arriver là, elles doivent faire preuve de beaucoup d'énergie et de courage pour affronter les moqueries, voire les insultes, la jalousie, le découragement des proches, assumer en même temps les tâches ménagères et le rôle de mère et d'épouse, le travail au service pour certaines. Régine Bulaya, qui a une cinquantaine d'années, qui fut Bourgmestre adjointe de la commune Mangobo et Kabondo de 2000 en 2008, est inscrite à la Faculté des Lettres au département d'histoire politique en première licence dans l'espoir de poursuivre la carrière politique qui la fascine tant : «Je ne me suis pas découra-

gée et je me bats tous les jours pour que ça marche.» La plupart des époux soutiennent et encouragent leurs épouses à tenir bon car ils comprennent que les temps ont changé et qu'à deux il est plus facile de s'en sortir financièrement. Francis Kadolo, qui a épousé une licenciée soutient «qu'il est plus bénéfique de prendre une femme qui a étudié, même si elle ne contribue pas financièrement parce que les études ouvrent aussi l'esprit.»

Pour celles qui travaillent, les études sont faciles car, disent-elles, elles retrouvent dans les cours ce qu'elles font déjà à leur poste. Les femmes sont aussi très assidues comprenant l'importance de ces études. Certaines se font même encadrer à la maison pour assurer leur réussite sans corruption ni tricherie ou passe-droits sexuels.

Nadia Mideso

«Soupou na tolo», l'alcool qui rend les jeunes violents

De plus en plus de jeunes consomment l'alcool très fort vendu à bas prix, appelé «soupou na tolo», qui les pousse à la violence et à des comportements antisociaux. Les habitants s'en inquiètent et plaident pour une réglementation de l'Etat.

Ce sont les effets de l'alcool et la faiblesse de nos autorités qui poussent ces jeunes gens à la barbarie, même devant les morts», s'indigne un enseignant de l'institut Jiwe dans la commune Kabondo, non loin du cimetière de Kambamba. En effet, du 2 au 4 septembre, de violentes bagarres ont éclaté entre les jeunes de sa commune. Ceux du quartier Tchuapa ont voulu venger la mort d'un des leurs survenue lorsqu'ils se disputaient avec un autre groupe pour le contrôle d'une tombe pour enterrer un mort dans ce cimetière.

Dans les rues, les maisons et les lieux de deuil, des comportements déviants de jeunes sont de plus en plus fréquents. Pendant les veillées de deuil, ils profèrent des injures et des insanités. Selon de nombreux observateurs, la consommation du whisky appelé «Soupou na tolo» et du chanvre en est à l'origine. L'ivresse au volant est aussi la cause de nombreux accidents. «Le 31 août dernier, deux jeunes gens sont morts à côté de mon office suite à l'excès d'alcool. J'ai dû assister l'un d'eux à l'hôpital, mais sans succès», témoigne Jean Claude Lupia, bourgmestre de la commune Kabondo. Le 30 juillet dans le quartier Walendu dans la commune de Mangobo, un jeune homme âgé de plus de 25 ans a tout cassé dans le domicile familial : assiettes, chaises, vitres, et autres biens. Deux bouteilles vides de «Soupou na tolo» ont été trouvées dans sa poche. Très fâchée, sa propre famille l'a conduit au commissariat de police.

Depuis trois ans, cette boisson très fortement dosée en alcool (à 70° parfois) gagne les marchés de la ville et ruine la santé des jeunes. Elle provient, dit-on, de Kinshasa et de l'Ouganda. Au départ, elle était vendue dans de petits sachets à bas prix, accessibles aux petites bourses des jeunes, mais les autorités l'ont interdit. Actuellement, les fabricants les mettent dans des bouteilles en plastique. Mais, pour avoir la clientèle démunie, les revendeurs en servent des mesurètes

à 50 Fc et 100 fc. Sur la 15e avenue dans la commune Tshopo, il n'est pas rare de voir des jeunes en plein soleil de midi qui avec une cigarette en main, qui avec un verre de «soupou na tolo». Certains responsables en consomment dans leurs bureaux.

Des méfaits sur la santé

Certains consommateurs préfèrent ce «whisky» car il enivre vite à moindres frais. «Lorsque je bois, je me sens mieux dans mon travail de contrôleur au parking», témoigne un brigadier de l'Association des motocyclistes à Mangobo, inconscient de la brutalité que lui reprochent souvent ses collègues. Pour le professeur Mavinga, psychologue, «Ces jeunes deviennent nerveux, dépendent souvent de leur parent malgré l'âge avancé». «L'alcool peut mener à la stérilité, rend les gens incapables de se tenir au travail, réduit l'espérance de vie», explique Love Ndjadiyo, médecin de l'hôpital méthodiste. «Celui qui boit va développer une dépendance à l'alcool, ses cellules nerveuses vont se détériorer et il aura du mal à raisonner et à diriger sa vie», complète le professeur Joseph Tshimpanga de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'université. Selon un agent de l'Office congolais de contrôle (OCC) qui parle sous anonymat, son office aurait déjà fait rapport à l'autorité: «Nous avons saisi l'autorité car la boisson contient plus de 70 % d'alcool, supérieure à la norme requise», signifie-t-il, en affirmant que celle-ci est interdite au Rwanda et en Ouganda. En 2007, l'ancien maire de la ville avait interdit la vente de cet alcool. «C'est une décision qui concerne tout le pays, car cette boisson est à la base de la violence chez les jeunes», témoigne Augustin Osumaka, ancien Maire.

Lambert Lambe

A LIRE EN PAGE...

1 - De plus en plus de femmes au foyer retournent ...
- «Soupou na tolo» l'alcool qui les jeunes violents

2 - L'Unikis s'efforce...
- La photographie fait vivre...
- ÉCHOS DE PROVINCE

3 - La reprise de la production cacao redonne espoir ...
- LA VILLE EN BREF

4 - Wanawake wa ndoa wanazidi kurudilia masomo
- «Soupou na tolo», lotoko lotombokisaka bilenge

L'Unikis s'efforce de récupérer son patrimoine

Depuis peu, l'université de Kisangani commence à acquérir des titres de propriété pour conserver ses maisons et terrains dont elle a déjà été largement dépossédée. Les autorités académiques invitent toute la communauté à protéger ce patrimoine.

En août dernier, de grand matin, les professeurs, Gratién Mokonzi et Jean Saile ont vu leurs biens et les effets de la maison jetés dehors à la suite d'une décision de justice attribuant la propriété de la maison jumelée en étage qu'ils occupent au plateau Boyoma à un colonel de l'armée récemment mis en retraite, au détriment de l'Université. C'est l'intervention du gouvernement provincial qui a stoppé cette expulsion pour étudier ce dossier de près. «*Je reçois différentes personnes se déclarant propriétaires de cette maison, notamment une femme qui se dit être la fille d'un ancien directeur des impôts*», témoigne de son côté, le professeur Valérien Dhedia, qui vit avec des étudiants depuis une année pour éviter d'être délogé. Bien que sa maison porte la mention unikis, un particulier en est propriétaire après une décision judiciaire.

Depuis plusieurs années, l'université assiste ainsi à la spoliation de ses mai-

sons et à des constructions dans sa concession qui n'a pas, du reste, de limites officielles. Le gouvernement provincial vient de mettre sur pied une commission pour délimiter le terrain. Selon Patrick Kipalamoto, chef de division du cadastre Kisangani/Nord, «*l'université n'a pas des titres de propriété de plusieurs de ses bâtiments et de sa concession*». Des particuliers ou gestionnaires de l'université en ont profité pour en vendre sachant que l'université aura du mal à démontrer ses droits de propriété. L'Unikis perd de nombreux procès. «*Depuis les années 80, ces ventes obscures se font en complicité avec certains agents et autorités de l'université, des autorités politiques, administratives et militaires*», affirme un agent de service de patrimoine. Les nouveaux propriétaires sont eux rassurés comme le dit un membre de famille d'un acheteur : «*Nous avons des titres des propriétés délivrés par le service des titres immobiliers.*»

La conscience de tous pour protéger

Le service du patrimoine de l'Unikis estime avoir acquis de l'Université libre du Congo plus de 200 maisons. Notamment celles situées au quartier appelé Guest au plateau médical vers l'aéroport de Simi Simi achetées à la compagnie Sabena ; les maisons de la concession de l'actuelle Faculté des sciences achetées à la Compagnie congolaise du Tabac (C.C.T) ; des meubles cédés par l'Etat dont certains appartenaient à l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) et à l'Office National de Transport (ONATRA). et d'autres achats ultérieurs. Mais tous les titres de propriété inattaquables (le certificat d'enregistrement ou le contrat de location renouvelable pour le terrain) auprès des services des titres immobiliers et de cadastre n'ont pas été obtenus comme le prévoit la loi foncière.

Par exemple, «*seules 25 maisons ont des fiches parcellaires au bloc universitaire*», affirme Michel Yangalewa chef de service population de la commune Makiso. L'actuel recteur, le professeur Faustin Toengaho qui a déjà obtenu 11 titres, exhorte toute la communauté à protéger le patrimoine universitaire en attendant l'acquisition des titres comme l'ont déjà fait certains hommes politiques. «*En 1997, à l'entrée de l'AFDL, au moins cinq autres maisons ont été récupérées grâce aux relations qu'un enseignant avait avec le pouvoir de l'époque*», raconte un cadre de l'Unikis. «*Nous allons résister par tous les moyens de droit pour stopper cette spoliation.*» rassure le recteur.

Gabriel Famba.



L'un des bâtiments de l'Unikis en conflit au Plateau Boyoma. (Crédit photo Mongongo)

La photographie fait vivre de nombreux jeunes

Depuis l'installation, il y a trois ans, de laboratoires de développement, de plus en plus d'élèves, étudiants et désœuvrés s'improvisent photographes pour payer leurs études ou gagner leur vie. Les vrais professionnels n'apprécient guère.

Devant les établissements Nourama, non loin du rond-point du canon, des jeunes s'agglutinent un appareil photo autour du cou ou des pellicules de photos prêtes à être déposées pour le développement en main. Certains apostrophent des passants pour les prendre en photo. Même scène devant les autres laboratoires de développement.

Depuis que trois studios se sont implantés dans la ville en 2003 et qu'il est facile d'obtenir des appareils photos de marque «*yashika*» à 50\$ au magasin et 15 à 25\$ au marché noir, de nombreux élèves, étudiants et désœuvrés sont devenus photographes. Ils parviennent ainsi à subvenir à payer leurs frais scolaires, académiques ou à prendre en charge leurs familles en vendant leur pose entre 400 Fc et 500 Fc. En l'absence d'école de formation, ces jeunes prennent conseil auprès de leurs aînés pour la prise de vue. «*Nous venons de recenser cette année 300 photographes dont 35 seulement sont inscrits à la division de la Culture et des arts moyennant le paiement de 5 \$*», affirme Sava Nkial, agent à cette division. Seuls les photographes enregistrés ont le droit de travailler pendant les manifestations officielles.

Rares sont ceux qui créent des mini studios comme Guellord Bondole : «*Ce studio me permet d'avoir une adresse fixe. Les clients viennent retirer les photos et j'évite la fatigue en circulant.*» La plupart circulent dans les rues. «*Je préfère suivre les clients pour le recouvrement et ça permet d'élargir mes connaissances*», témoigne Jeff Essikia, un étudiant photographe. Ceux qui excellent, se voient régulièrement contactés au téléphone pour des cérémonies festives et gagnent ainsi plus d'argent. Car le prix est différent. Certains exigent 15 \$ pour un film. «*J'apprécie le travail de ces jeunes à cause de la qualité des photos, la rapidité, en une journée il me les apporte*», explique Sabine Yasenge, une cliente.

Un métier qui paye

Avant l'installation de ces trois studios, les pellicules devaient être acheminées à Kinshasa, Goma ou Kampala. Aujourd'hui la rapidité du développement met les habitants en confiance pour se photographier souvent. Du coup, nombreux sont ceux qui s'improvisent photographes. «*Chaque jour je tire 3 à 5 films, je gagne normalement plus de 20 \$ par jour*», témoigne Norbert Mwidulwa, un étudiant. Certains n'hésitent pas à changer de métier. «*J'étais coiffeur, j'ai opté pour la photographie car je résous plus facilement mes besoins académiques*» soutient Romain Rashidi, un autre étudiant.

Tout n'est pas rose cependant : «*Il n'y a pas de boutique de pièces de rechange des appareils, le prix de la carte n'est pas fixe sur le marché, des clients qui ne retirent pas leurs photos, des pellicules endommagées au niveau de laboratoire*», résume Franck Ekambu, un ancien photographe.

Les professionnels se plaignent de ces amateurs. «*Il y a un groupe de gens qui s'introduisent dans la profession pour résoudre un problème de vie mais ne considèrent pas la photographie comme une profession. Ils escroquent les gens en percevant des avances mais ils ne remettent pas les photos*», dénonce Ali Lili, une victime.

Les plus heureux sont les propriétaires des établissements de développement. Leurs affaires marchent bien. «*Au début en 2008, on développait 90 à 250 films par jour. Actuellement, nous développons chaque lundi 400 bobines et du mardi au dimanche 250 à 300 par jour. En période des fêtes, nous parvenons à développer 2500 à 3000 films*» explique Michel Bakay, un agent de l'établissement Seul.

Trézor Mokiango

ECHOS DE PROVINCE

Isangi, manque de moyens pour soigner la trypanosomiase

La trypanosomiase communément appelée la maladie du sommeil continue à mettre en danger la vie de la population du territoire d'Isangi. Selon Espérance Bolingo, superviseur local du Programme national de lutte contre la trypanosomiase humaine africaine, 4 323 personnes se sont fait dépister volontairement à l'hôpital général d'Isangi d'avril à juin 2010. Parmi elles, 42 ont été déclarées malades, une est décédée. Avant le départ de MSF/Belgique en 2007, le dépistage volontaire se faisait chaque mois dans chaque village. Actuellement c'est une fois tous les trois mois car l'équipe mobile mise sur pied depuis 2004 n'a pas les moyens de sillonner les villages. «*Les gens nous arrivent à l'hôpital en retard, le microbe a déjà atteint le cerveau et la personne commence à avoir des troubles mentaux, il est comme un fou*», témoigne le superviseur. Il ajoute que les paysans se confient aux guérisseurs à cause des croyances, mais aussi de la distance qui les séparent de l'hôpital.

En juin dernier, dans un village situé à 50 km d'Isangi, un jeune guérisseur de 23 ans atteint par la trypanosomiase, qui l'a rendu presque fou, a eu la vie sauve grâce au traitement reçu à l'hôpital. Actuellement les gens viennent même du territoire voisin d'Opala pour se faire soigner, faute de moyens pour faire face à

cette maladie, ce qui inquiète les responsables de la santé. Il y a peu, les ressortissants du territoire d'Isangi ont initié une collecte pour venir en aide à cette population vu la gravité de cette maladie.

Joseph Bassay

Bondo, au secours des victimes d'inondation

Les pluies diluviennes qui s'abattent depuis mi-août sur le territoire de Bondo, à 750 km environ au nord-est de Kisangani, ont causé de fortes inondations dans les villages proches de la cité de Bondo où un pont jeté sur un ruisseau est emporté par les eaux. La rivière Zagili, qui passe à 2 km de la ville, a débordé mettant une dizaine de familles dans la rue. Certaines se sont réfugiées dans les campements de leur champ, d'autres passent nuit à la belle étoile. La famille du chef Nalu du groupement Mokonzonzo, les femmes et les enfants sont ainsi exposés à toutes les intempéries depuis fin septembre dernier. Sur la rivière Kulé à Bae, 70 km de Bondo, l'eau passe au dessus du pont. Le camp des FARDC construit en terre battue il y a une année est sous les eaux. Les familles des militaires ont fui au centre de Bae. A Bili à 200 km de Bondo, environ 200 maisons sont envahies par les eaux. «*C'est tous le cinq ans depuis l'an 2000, que ce genre d'inondation survient*», affirme Françoise Wakale Mosi l'une des victimes.

Vermont Kote

La reprise de la production du cacao redonne espoir aux paysans

Après plus de 15 ans d'abandon, la cacaoyère de Bengamisa (CABEN) reprend ses activités à la grande satisfaction des planteurs soutenus par l'Etat et favorisés par la hausse des prix. Mais il reste beaucoup à faire pour que la production retrouve un niveau suffisant pour faire tourner l'usine.



Une plantation familiale sur la route Banalia (Crédit photo Mongongo)

En août dernier, la direction de la cacaoyère de Bengamisa (CABEN) a exposé du chocolat à croquer et en poudre, du beurre de cacao, confiture, crème, au bureau de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) aux représentants du gouvernement, des Ongs et opérateurs économiques. C'est le résultat de la relance de la production et de la transformation locale du cacao par cette entreprise depuis l'année passée. L'assistance émerveillée a salué l'ingéniosité de ces ingénieurs qui ont aussi exposé leurs productions à la kermesse du cinquantenaire.

Depuis une quinzaine d'années, cette entreprise était réduite à une production minimale. La descente aux enfers date des années de guerre.

L'an dernier, des financements du gouvernement central et provincial, ont permis à la CABEN de restaurer des plantations, de motiver le personnel, d'acheter des machines (une décortiqueuse, un séchoir, un broyeur) à l'étranger et d'en fabriquer d'autres localement. «Ce sont des machines destinées à autre chose qu'on a adaptées», affirme l'ingénieur Yuma Loli, directeur de la CABEN. La production a ainsi été de 10 tonnes de cacao. Au terme de sa visite à l'usine le 24 août, le ministre national de l'Agriculture,



Un tas de cabosses récoltées dans une plantation familiale sur la route Banalia (Crédit photo Mongongo)

Norbert Bashengezi, a demandé au gouverneur de province de mettre à la disposition de CABEN un bâtiment pour la transformation locale du cacao. Et le directeur invite aussi les privés à investir dans ces activités.

Les paysans gagnent dans la relance

Les agriculteurs qui avaient abandonné la culture du cacao, autrefois leur principale activité, reprennent petit à petit grâce aux incitations de CABEN qui dispose d'agronomes pour les encadrer. «Le kilo de cacao marchand se vend à 1.3 \$ contre 0.15 ou 0.17 \$ en 2008», explique papa Okoto, un agriculteur. La CABEN achète les productions des planteurs. Certains commerçants de la ville aussi achètent et acheminent jusqu'à Anvers selon des sources. Les habitants qui ont quitté le village pour la ville commencent à revenir. «Reprenons les travaux d'entretien, car le cacao paye maintenant, en associant entre les lignes des cultures vivrières comme le riz, le manioc, banane, surtout le soja qui enrichit le sol», explique l'ingénieur Lingole Botcholo, lors d'une concertation avec les paysans le long de la route Banalia au PK 37. «Nous venons d'entretenir 3 ha sur les 10 que compte notre plantation», explique Paulin Bandea, un habitant du Point kilométrique (PK) 26. Komi Konge, a lui déjà remis 11 ha sur 18 au PK 39. «Je ne dépassais pas 800 kg de cacao. Mais depuis l'année dernière, je suis au delà d'une tonne», se réjouit Kolokota Jean-Marie, un autre planteur. D'autres découragés par le prix de ces dernières années avaient déjà rasé leurs plantations pour faire des cultures vivrières et abattaient les arbres pour fabriquer les braises.



RDC
MINISTRE de L'AGRICULTURE
PECHE ET ELEVAGE
CACAoyERE de BENGAMISA
CABEN
Fermentation des cacaos au Caben
(Crédit photo Mongongo)

Des moyens supplémentaires

Selon l'ingénieur Yuma Loli, pour faire tourner l'usine, il faut 2 800 tonnes par récolte Du PK 8 jusqu'à Banalia (145 km de Kisangani) 500 ha seulement sont cultivés par 1000 paysans. «Seuls 214ha sur 443 des plantations industrielles de la CABEN sont entretenus», explique l'agronome Théophile Baelongandi. Ce sont les plantations familiales des paysans qui ont obtenu des petits crédits de l'Etat via CABEN qui produisent augmentent la production. L'entreprise fait face à l'insuffisance des moyens humains, financiers, techniques et de déplacement. Elle ne dispose que de 10 agronomes et 74 saisonniers alors qu'il faudrait un travailleur par hectare pour l'entretien et la récolte. Vu les besoins, selon le directeur de la CABEN, «les anciennes grandes entreprises de culture de café - COKIS à Opala, Cafco à Ubundu, Zambeke à Banalia - commencent à solliciter des semences de cacao en vue de reconverter leurs plantations». Le ministre de l'Agriculture a assuré que la commission budgétaire du gouvernement central vient d'insérer la CABEN dans le budget annexe de l'exercice 2011.

Daniel Lokulu

LA VILLE EN BREF

Sécurité

8 septembre : le gouverneur de province, Médard Aucai, et le président de l'Assemblée provinciale, Philippe Masikini, ont fait une descente surprise au pont Tshopo. Où ils ont fait partir tous les services qui y avaient installé des barrières de perception des taxes. Seule la police de circulation routière doit y travailler. Les usagers de la route Banalia, surtout les cyclistes transporteurs, criaient à la tracasserie à ce passage.

1 septembre : l'inspection provinciale de la police nationale congolaise annonce le recrutement de nouveaux policiers. Les candidats doivent être de nationalité congolaise, célibataires, physiquement aptes, âgés de 18 ans révolus. Etre aussi détenteurs d'un diplôme d'étude secondaire ou universitaire. Les inscriptions se font du lundi au samedi de 7 h 30 à 15 h30 à l'inspection de la PNC/Province Orientale qui précise dans son communiqué que la candidature des filles est vivement souhaitée. La formation débute le 20 septembre au camp Kapalata.

Justice

Du 27 août au 3 septembre, une délégation de l'inspection de service judiciaire et du conseil supérieur de la magistrature général venue de Kinshasa, a inspecté les tribunaux et parquets civils et militaires, ainsi que la prison centrale de Kisangani. Il en ressort que les prisonniers restent très longtemps en détention

préventive sans être fixés sur leur sort, qu'en matière de viols et violences sexuelles, certains magistrats en donnent trop souvent des justifications sociologiques alors que ces dossiers nécessitent une grande rigueur. Après Kisangani, la mission se rendra à Goma, Bukavu, Mbuji mayi et Lubumbashi, avec l'appui de la MONUSCO.

3 septembre : la coalition nationale de la Cour pénale internationale de la RDC a lancé à Kisangani la campagne nationale dénommée «un jour à l'école de la CPI». Des cinés-débats sur la CPI avec les chefs de quartiers et des avenues à travers les communes, conférences, création des boutiques d'information sur la CPI... Ceci conformément aux résolutions prises à la conférence diplomatique de révision du statut de Rome de la Cour pénale internationale tenue en Ouganda du 31 mai au 11 juin 2010.

Parti politique

7 septembre : présentation d'un nouveau parti politique dénommé Union pour le Réveil et le Développement du Congo (URDC). Selon Pasteur Bernard Afata, son président en province Orientale, il veut apporter la clarté et la transparence dans la gestion de la politique. «Nous voulons conquérir le pouvoir par les voies pacifiques et le gérer par des valeurs chrétiennes», affirme-t-il. Cette nouvelle formation politique est née à Kinshasa en décembre 2009, avec à sa tête un autre pasteur.

Wanawake wa ndoa wanazidi kurudilia masomo

Bila haya na kwa juhudi, wanawake wengi wanarudilia masomo kiisha miaka mengi ya ndoa ao kazi. Shabaa yao ni kuchangia katika maendeleo ya nchi pia jamaa.

Wanawake wengi mjini Kisangani wamerudilia masomo kwa kuona miaka mengi baadae hawapande cheo kazini, huko mshara

wa waume zao ukiwa hautoshe kulisha jamaa zao.

Ijapo wameziakiwa si kitu kwa wake hao kusoma pamoja na vijana iwe kwenye masomo ya kati ao ya juu.

Bibi Marie-Jeanne Molondawezegi mwenye umri wa miaka 52, yuko ku 2e graduat ISC/Kisangani kiisha miaka 23 ya kazi kwenye Nouvelle Banque de Kinshasa. Leo, bibi huyo ni katibu kwenye benki linaloitwa

La Cruche. Tujulishe ya kwamba bibi Marie-Jeanne, amepata diplôme d'état baada ya kukosa nusu muda wa miaka makumi matatu. «Kujua kusoma na kuandika kifransa pamoja na hali ya kuelewa mambo upesi ndivyo vilivyonisaidia kuendelea masomo. Sikuwasiika waliokuwa wakinicheka», amesema bibi huyo. «Na sherti nimalize nimalize graduat na licence ili niweze kutumika kazi vizuri zaidi na kujitegemea maisha».

Songa mbele

Wengi kati ya wake hao wametaka kuripisha kisasi kwa kile wanachokisema kuwa infidélité ya mabwana kwa sababu ya kutosoma mingi na kutochangia katika shuruli ya kulisha jamaa. Wengine wamerudilia masomo kwa kutafuta kuheshimiwa kama waume zao ao kwa kufata mfano wa wanawake waliosoma. Ila kwa wengi kati yao shabaa ni kuchangia katika maendeleo pia kuinua pato ya familia yao.

Upande mwingine, iwe wasichane, iwe wana wake wanye umri wa juu wamezidi kujiandikisha kwenye masomo ya juu. Mwaka huu wamejiandikisha 31% kupita 22% mwaka 2008. hali ni ile ile kwenye masomo ya kazi ya mikono na ya masomo inaoita autodidactie kwa kupata diplôme d'état.

wengi kati yao wanaopata diplôme d'état wamekachagua Pédagogie Générale ilio rahisi. Wanaokosa diplôme, wanafuata masomo ya kiganga miaka 4 ya ITM (Institut Technique Médical) kabla ya kuendelea kwenye ISTM (l'Institut supérieur des techniques médicales). Shirika la wanawake wakikatolika FCC linawavuta wake kwa

kusoma kwa wanao weza nakuwafundisha wengine upishi, kusuka na kushona mavazi. FCC imefungua vilevile masomo ya kujua ku-



Etudiante, stagiaire journaliste au Journal Ecole Mongongo (Crédit photo Mongongo)

Stagiaire journaliste au Journal Ecole Mongongo (Crédit photo Mongongo)

soma na kuandika (alphabétisation). Kwa msaada wa diplômes yao kuna wanawake ambao kapata kazi ya lazima katika ma entreprises publiques na privées.

Kwanza ni juudi na ujuzi wa kazi

Kwa hiyo inaomba wanawake hao wafunge masikio kutokana na masemi ya kuziakiwa, matusi pamoja na wivu wa watu. Inaomba pia juudi kazini bila kusahau ndoa, watoto pamoja na bwana nyumbani. Régine Bulaya mwenye miaka 50 amesoma ku 1ère licence histoire politique ku Faculté des Lettres. Bibi huyo alikuwa zamani kamsha makamo mitaani Mangobo na Kabondo munamo miaka 2000 mpaka 2008. Niya yake ni kuendelea kazi ya siasa inayompendeza sana. «Sikukata tamaa wala sitachoka mpaka mambo yawe sawa».

Wengi kati ya wanawake hao wameungwa mkono na waume zao. Mabwana wameelewa kuwa mambo ni rahisi ikiwa mke na mme wanachangia kifeza. Francis Kandolo aliye na mke licenciée anasema kuwa, «ni faida kuowa mwanamke aliyesoma kwa kuwa anaelewa mambo upesi hata kama asipochangia kifeza». Wanawake wafanyakazi wamesema kuwa masomo ni rahisi sababu wanafundishwa kile kile wanachokifanya kazini. Wanawake wameonyesha juudi ya kusoma hata wengine kalipa waalimu wa nyumbani ili kukataa wizi (tricherie), rushua (corruption) ao kujitolea kimapenzi kwa kupata nusu.

Nadia Mideso

«Soupou na tolo», lotoko lotombokisaka bilenge

Bilenge bakomi kolangwa lotoko na ntalo moke yango nde «soupou na tolo», ekobatinda kosala mobulu. Bato balingi 'te leta etala likambo liye litungisi bato baike.

Mlangwa na bolembu ya bakonzi nde etindi bilenge na mobulu, ata na lilaka», elobi moko molakisi o eteyelo Jiwe ya Kabondo pene na malita kambakamba. Mwa 2 kin' o mwa 4/09 bilenge ya Kabondo babundaki bitumba bikasi. Baye ba quartier Tshuapa basalaki bitumba mpo ya ndeko wa bango akufaki o ntango bazalaki kowela lilita lyoko; balukaki baboma moko wa banguna.

O balabala, o ndako to na matanga, bizaleli bibe bimononi epai ya bilenge. Na butu, bakofinga mpe kobimisa maloba ma bonsoni. Manso mana mpo balangwi «soupou na tolo» na bangi. Mingi bazwi makama na motuka likolo lya molangwa. «Mwa 31 /08/ bilenge babale bawaki pene na bilo ya ngai zambi lya kolutisa molangwa. Namemaki moko o lopitalo kasi awaki», elobi Jean Claude Lupia moyangeli wa Kabondo. Mwa 30/07/ o bloc Walengola na Mangobo, elenge mobali ya mibu 25 abebisaki biloko bya ndako ya bango nye nsima ya kolangwa «soupou na tolo.» Na nkele enene, libota lya ye litikaki ye o maboko ma bapulusu. Eleki mbula misato lotoko loye (70% ya alcool) lotekami na bobebisaka nzoto ya bilenge. Lotoko loye loutaka na Kinshasa mpe na Ounganda. Yambo ezalaki na sachet sika ekomi kotekisama na milangi ya ndembo se na ntalo moke. Bakosombaka na 50 fc to na 100 fc mpo na baye bazangi mbongo. Na 15^{ème} avenue Tshopo, bilenge bakobenda likaya mpe kolangwa «soupou na tolo» na moyi mozali kongala. Boko bakambi bameleke yango o ntango ya mosala.

Mabe mpo ya nzoto

mingi balingi «soupou na tolo» mpo balangwa noki na mosolo moke. «Soko nameli yango nasepelaka na mosala mwa ngai o parking» elobi moko brigadier ya batambwisi tukutuku ya Mangobo; abosani 'te baninga bafundaka ye mpo ya mobulu mwa ye. Professeur Mavinga , psychologue alobi : «Bilenge bameli bakosilikaka noki mpe ata ko bakomi bakolo bazali se o nse ya makolo ma baboti ba bango.» «Lotoko ekoki kozangisa kobota, kosala mosala malam mpe koboma noki», elobi Love Ndjadiyo, dokotolo o lopitalo méthodiste. «Momeli akolinga kotika te, misisa mya ye mikobeba, akozanga makanisi malam mpe koyeba kokamba bomoi bwa ye», elobi professeur Joseph Tshimpanga wa université ya Kisangani. «Tolobaki likambo liye na bakonzi ya etuka zambi masanga maye mazali na 70% ya alcool koleka ndenge esengeli» elobi mosali moko ya O.C.C (Office congolais de contrôle). Abakisi 'te masanga maye mapekisami na Rwanda mpe na Ouganda. Na 2007 maire ya Kisangani apekisaki masanga maye. «ezali mokano mpo ya ekolo mobimba zambi masanga maye nde makotombokisa bilenge», elobi Augustin Osumaka , Maire wa Kala.

Lambert Lambe

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Moustapha Mulonda, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, Nadia Mideso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay
Bondo : Vermont Kote
Ubundu : Fidèle Utulu

Traduction :

Lingala : Pierre Komba
Swahili : Jean Fundi

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge
Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros)

20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum .

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani